

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LA BIODIVERSITÉ: VENDREDI 2 DÉCEMBRE 2016

Vendredi 2 décembre 2016, le segment de haut niveau de la treizième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP 13 de la CDB) s'est ouvert à Cancún, au Mexique, précédant les réunions simultanées de la COP 13 de la CDB, de la huitième réunion de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et de la deuxième réunion de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (COP-MOP 2). Les réunions comprennent la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité.

Les ministres et les chefs de délégation se sont réunis en séance plénière le matin. Deux tables rondes sur les thèmes de l'agriculture et du tourisme se sont tenues en parallèle dans l'après-midi.

LA PLÉNIÈRE

Ouvrant le SHN, M. Rafael Pacchiano Alamán, Ministre de l'environnement et des ressources naturelles du Mexique, a souligné l'importance de l'intégration de la diversité biologique dans les différents secteurs et a exprimé l'espoir de voir la Déclaration de Cancún sur l'intégration de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique pour le Bien-être, réaliser le consensus. Evoquant l'Objectif stratégique A des Objectifs d'Aichi (traiter les causes profondes de l'érosion de la biodiversité par l'intégration de la biodiversité dans les politiques publiques et dans la société), Chun Kyo Park, du ministère de l'Environnement de la République de Corée, a souligné que la communauté mondiale est en train d'édifier une compréhension croissante du rôle fondamental de la diversité biologique dans les moyens de subsistance et la prospérité des êtres humains. Miguel Ruiz Cabañas, du ministère des Affaires étrangères du Mexique, a souligné la nécessité d'inverser les tendances actuelles en matière de perte de biodiversité et a demandé au SHN de faire montre de la volonté politique nécessaire à la relève des défis posés.

Helen Clark, Administratrice, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a déclaré que l'investissement dans la biodiversité permettra d'obtenir des rendements plus élevés à moindre coût, offrant de multiples avantages et créant un filet de sécurité pour les plus vulnérables. Erik Solheim, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ), a souligné la valeur économique de la biodiversité et la nécessité d'adopter des approches intersectorielles pour sa conservation et a annoncé la nomination de Cristiana Pașca Palmer, actuelle Ministre de l'environnement de la Roumanie, au poste de Secrétaire exécutive. Braulio de Souza Dias, Secrétaire exécutif de la CDB, a salué le niveau élevé des communications nationales et des travaux sur les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB), ainsi que l'intégration accrue dans les trois conventions de Rio.

Naoko Ishii, Directeur général et Président du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a parlé des taux alarmants de perte de la biodiversité, les qualifiant de «sixième phase d'extinction» et a mis en garde contre les pressions que des pratiques non durables exercent sur le patrimoine commun mondial qui constitue une base non négociable de la prospérité et du progrès

futurs. Taleb Rifai, Secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme, a proposé de se concentrer sur les efforts locaux et régionaux visant à protéger la biodiversité, sur la création de mécanismes de responsabilisation et sur des investissements qui contribuent à la conservation.

María Helena Semedo, Directrice générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a souligné l'importance de la biodiversité pour l'accroissement de la sécurité alimentaire et a souligné la nécessité de coalitions et de partenariats pour la réduction de l'empreinte biologique de la chaîne d'approvisionnement du secteur agricole. Patricia Espinoza, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), a souligné l'importance de la mise en application des engagements en matière de changements climatiques et de biodiversité pour la création d'opportunités économiques pour les communautés et la relève des défis actuels.

Inger Andersen, Directrice générale de l'UICN, a parlé des progrès réalisés dans le domaine des aires marines protégées (AMP) et a souligné que l'investissement dans des solutions naturelles génère de nombreux retours, notamment pour la protection de la biodiversité, les puits de carbone, les emplois, les opportunités d'affaires et la sécurité sociale. José Sarukhán, Commission nationale pour la connaissance et l'utilisation de la biodiversité du Mexique (CONABIO), a souligné l'importance de la collaboration entre les gouvernements, les universités et les autres parties prenantes pour l'établissement de réseaux de connaissances solides.

Gino Van Begin, Secrétaire général de l'ICLEI, a appelé à un cadre politique solide, au renforcement des capacités et à une collaboration et un soutien accrus pour l'action en faveur de la biodiversité au niveau local, libérant le potentiel des villes. María Eugenia Choque, Réseau des femmes autochtones et biodiversité (IWBN) et Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII), a souligné le rôle des peuples autochtones et des communautés locales dans la gestion des ressources, notant que les connaissances traditionnelles sont essentielles pour la gestion durable de la biodiversité.

Elisa Romano Dezolt, Partenariat mondial pour les entreprises et la biodiversité, a appelé les gouvernements à créer des environnements politiques permettant l'intégration dans tous les secteurs d'activité. Melina Sakiyama et Christian Schwarzer, Réseau mondial pour la diversité biologique des Jeunes (GYBN), se sont félicités de l'organisation de forums de la société civile et de la jeunesse avant les réunions de la CDB et ont présenté les recommandations de leurs déclarations portant, notamment, sur des programmes de sensibilisation à la biodiversité intégrant les points de vue des femmes, des groupes ethniques et des franges vulnérables.

LA TABLE RONDE SUR L'AGRICULTURE

Modérant la table ronde sur les voies et moyens permettant de mieux intégrer la diversité biologique dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, M. José Calzada, Ministre de l'agriculture du Mexique, a noté les effets négatifs des pratiques agricoles non durables sur les écosystèmes. De nombreux pays ont décrit les efforts déployés au niveau national pour la promotion de la protection de l'environnement et l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs, soulignant la nécessité de synergies et d'engagement total des CAL et d'autres parties prenantes, en particulier les femmes. Le BRÉSIL a encouragé les investissements dans le développement technologique qui se traduira par des gains

de productivité alimentaire permettant de réduire la pression exercée sur les habitats naturels. Le DANEMARK a souligné la nécessité: de faire participer le secteur privé; et de mobiliser des ressources de toutes provenances.

La SUISSE a souligné la nécessité: de faciliter l'accès aux ressources génétiques; d'incitations socio-économiques pour l'autonomisation des petits exploitants agricoles dans les zones marginales; et d'initiatives de gestion des eaux et des sols. La FAO a demandé un soutien aux agriculteurs, en particulier aux femmes qui sont des gardiennes de la biodiversité et détentrices de savoirs. Le représentant du BANGLADESH a déclaré que le pays a été affecté à la fois par les catastrophes naturelles, les changements climatiques et les pressions démographiques, et a appelé à un financement lié à la biodiversité pour les pays vulnérables. Le COSTA RICA a parlé de la productivité de son secteur de l'environnement réalisée à travers le tourisme et les services écosystémiques, et a expliqué comment il a réussi à tripler son revenu par habitant et doubler son couvert forestier.

L'ETHIOPIE a souligné le rôle de l'agriculture de subsistance et des banques de gènes communautaires et celui des femmes dans l'intégration de la biodiversité. La NOUVELLE ZELANDE a parlé de l'impact et du coût subis à cause des espèces exotiques envahissantes (IAS). L'ALLEMAGNE a reconnu que les mesures visant à accroître l'efficacité de l'agriculture pouvaient avoir des effets négatifs, tels que des niveaux de nutriments trop élevés et la perte de biodiversité sur les terres agricoles et, avec le LUXEMBOURG, a appelé à lutter contre les incitations et subventions néfastes, conformément à l'Objectif 3 d'Aichi (élimination, suppression progressive ou réforme des incitations, notamment les subventions, nuisibles à la biodiversité).

La NORVEGE a attiré l'attention sur la huitième Conférence de Trondheim sur la diversité biologique, soulignant sa principale conclusion appelant à travailler plus étroitement avec toutes les parties prenantes en vue de trouver des solutions. SAMOA a appelé à renforcer les capacités institutionnelles et à promouvoir les synergies à travers la coordination et la coopération à tous les niveaux. Notant que l'intégration est une condition nécessaire à la réalisation des objectifs d'Aichi, l'AUTRICHE a exprimé son soutien à la Déclaration de Cancún, tout en déplorant la suppression de la référence à l'agriculture biologique. Le SALVADOR a souligné la nécessité d'un transfert systématique de la technologie.

Le MALI a souligné la nécessité d'un changement de comportement pour protéger la biodiversité. La TANZANIE a déclaré que la croissance démographique peut être lourde, conduisant souvent au déclin inexorable de diverses espèces de flores et de faunes. L'AFRIQUE DU SUD a appelé à l'élaboration de politiques aptes à rendre le développement et la conservation de la biodiversité mutuellement bénéfiques, notamment à travers des modèles holistiques de gestion des terres. Le PEROU a suggéré l'établissement d'une coordination entre les réseaux de conservation nationaux et internationaux, aux fins de soutenir les zones riches en biodiversité agricole et d'y améliorer les conditions de vie des populations autochtones. Le représentant du SRI LANKA a déclaré que son pays ne veut pas édifier une économie au détriment de son environnement et de ses enfants.

La SLOVAQUIE a signalé que les systèmes alimentaires sont en crise, demandant des réglementations juridiques et commerciales, ainsi qu'une implication plus affirmée de la science et de la recherche en faveur de la sécurité alimentaire et de la santé des écosystèmes. Le MOZAMBIQUE a souligné la nécessité d'investissements agricoles favorisant le développement de systèmes de production sains et durables. Le GUATEMALA a souligné que la biodiversité est l'un des principaux piliers du bien-être humain.

LA TABLE RONDE SUR LE TOURISME

Les délégués à cette table ronde co-moderée par le Ministre de la Madrid et Taleb Rifai, ont partagé leurs expériences en matière d'intégration de la biodiversité dans le secteur du tourisme.

Appelant à l'intégration du thème Biodiversité et Tourisme dans les politiques régionales, le SALVADOR a mis l'accent sur la priorité devant être accordée à la biodiversité par rapport aux touristes et sur la nécessité de l'alignement du tourisme sur les objectifs de développement durable (ODD). La BOSNIE-HERZEGOVINE a souligné la nécessité d'un tourisme plus spécialisé favorisant la promotion de la protection de la biodiversité.

La FRANCE a parlé du tourisme fondé sur la nature, motivé par l'observation et l'appréciation de ce qu'elle offre, et a appelé les opérateurs à impliquer les communautés locales et à partager avec elles les avantages dérivés. L'AFRIQUE DU SUD a parlé de la législation de son pays, qui reconnaît les liens entre la biodiversité et le tourisme et qui accorde l'importance due aux aires protégées

et au rôle essentiel des CAL dans le tourisme durable. La CHINE a parlé de la création de nombreuses réserves nationales de préservation et de protection afin de promouvoir le tourisme vert.

Le PANAMA a parlé de son décret sur le tourisme vert et des efforts scientifiques visant à faire en sorte que le tourisme n'ait pas un impact négatif sur la biodiversité. Appelant à investir dans l'intégration de la biodiversité, l'EGYPTE a mis en exergue ses activités de renforcement des capacités pour aider les communautés locales à mieux prendre soin de leur environnement et à lutter contre le commerce illégal des espèces sauvages. La JAMAÏQUE a parlé d'un Fonds pour l'amélioration du tourisme de son pays ainsi que de l'élaboration de directives nationales en faveur de l'écotourisme.

La NAMIBIE a déclaré que la gestion équitable des AP et la participation des communautés locales sont des facteurs importants pour le tourisme et la croissance économique. La REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE a souligné la nécessité: de lutter contre le braconnage transfrontalier; d'améliorer l'infrastructure touristique; et de renforcer les capacités des CAL.

Le GUATEMALA a déclaré que le pays en train d'élaborer un plan directeur multipartite pour le tourisme durable, et a noté que les stratégies et politiques en place pour le tourisme dans les AP sont partiellement financées à travers la tarification aérienne. La REPUBLIQUE TCHEQUE a parlé des effets positifs de l'intégration de la diversité biologique dans le tourisme, soulignant l'accent national placé sur l'éducation en faveur de la biodiversité et sur la sensibilisation des touristes.

Le délégué des MALDIVES a souligné que le tourisme durable est l'occasion de concilier le développement économique et la protection de l'environnement. Le SENEGAL a parlé d'une nouvelle initiative de partenariats public-privé pour la promotion du tourisme et de la biodiversité, la participation des citoyens et le traitement des migrations humaines. Le délégué du JAPON a partagé l'accent mis par son pays sur l'écotourisme en vue d'une préservation efficace des ressources naturelles, évoquant la mise en place d'un projet de parc national, qui devrait permettre d'atteindre les objectifs en matière d'intégration de la biodiversité.

Le MAROC a mis en relief les processus nationaux d'audit environnemental visant à évaluer l'état des sites touristiques et historiques. L'INDE a déclaré que conservation de la biodiversité et tourisme responsable sont intégrés dans les politiques nationales et comprennent la participation des communautés locales. Le délégué de l'INDONESIE a réitéré le soutien de son pays au Code mondial d'éthique pour le tourisme et a parlé des efforts concurrents fournis par le pays dans les domaines de la conservation de la biodiversité et de l'adaptation aux effets du changement climatique.

FIJI a souligné le leadership de son pays en matière d'écotourisme et de protection de la biodiversité, réalisé à travers un cadre de politiques écologiques, et a souligné la nécessité de prévenir le commerce illicite d'espèces telles que les iguanes. TONGA a suggéré de mentionner la Voie d'action accélérée des Petits Etats insulaires en développement (PEID) dans la Déclaration de Cancún.

DANS LES COULOIRS

La ville de Cancún a accueilli chaleureusement les délégués de haut niveau dont la réunion se tient au début de la «Conférence des Nations Unies sur la biodiversité». Pour la première fois, le SHN se déroule avant les négociations et beaucoup ont accueilli favorablement cette disposition et espèrent qu'elle «donnera le ton et fournira des directives de fond pour les deux semaines chargées à venir. L'intention du SHN était claire dès le départ: souligner l'importance de l'intégration de la biodiversité et évaluer la volonté politique des décideurs de traiter de manière pragmatique les questions difficiles à aborder, durant la conférence.

A cette fin, un projet de Déclaration de Cancún a été diffusé et discuté de manière informelle avec des observateurs chevronnés, dans l'espoir de cimenter l'engagement à intégrer la biodiversité et de bien avancer dans l'effort visant à combler le fossé entre la conservation de la biodiversité et la croissance économique. «La Déclaration aura l'importance que nous lui conférerons», a déclaré un délégué chevronné, notant que même si elle n'est pas juridiquement contraignante, elle peut encore «concrétiser les intentions de sauvegarde de la biodiversité». A cette fin, un projet de Déclaration de Cancún a été diffusé et discuté de manière informelle, avec des observateurs chevronnés dans l'espoir de cimenter l'engagement à intégrer la biodiversité et de faire un long chemin pour combler le fossé entre la conservation de la biodiversité et la croissance économique. «La Déclaration est aussi importante que nous le faisons», a déclaré un délégué chevronné, notant que même si elle n'est pas juridiquement contraignante, elle peut encore «concrétiser les intentions de sauvegarder la biodiversité».